

Paris, le 17 décembre 2012

N/Réf. : CODEP-PRS- 2012-067464

Monsieur le directeur

APAVE
Service de radioprotection
17, rue Salneuve
75854 Paris Cedex 17

Objet : **Contrôle de supervision inopiné** réalisé dans le cadre de l'agrément qui vous a été délivré comme organisme chargé des contrôles en radioprotection.

Numéro d'inspection : **INSNP-PRS-2012-0943**

Date : 26/11/2012

Réf. :

1. Décision 2010-DC-0191 de l'ASN du 22 juillet 2010 fixant les conditions et les modalités d'agrément des organismes mentionnés à l'article R.1333-95 du code de la santé publique.
2. Arrêté interministériel du 21 mai 2010 portant homologation de la décision n° 2010-DC-0175 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 février 2010 précisant les modalités techniques et les périodicités des contrôles prévus aux articles R.4452-12 et R. 4452-13 du code du travail ainsi qu'aux articles R. 1333-7 et R. 1333-95 d code de la santé publique.
3. Décision CODEP-DEU-2012-023725 renouvelant votre agrément jusqu'au 30/04/2014.

Monsieur le directeur,

L'Autorité de Sûreté Nucléaire, en charge du contrôle de la radioprotection en France, est représentée à l'échelon local en Ile-de-France par la Division de Paris.

Dans le cadre de ses attributions, la Division de Paris a procédé au contrôle de supervision inopiné visé en objet afin de vérifier la mise en œuvre des dispositions définies par votre service au regard des textes visés en référence pour la réalisation des contrôles techniques externes de radioprotection.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous la synthèse de ce contrôle ainsi que les principales demandes qui en résultent.

Synthèse de la visite de contrôle

Cette supervision avait pour but de vérifier la mise en œuvre des dispositions définies par votre société au regard des textes visés en référence pour la réalisation des contrôles techniques externes de radioprotection.

Elle a permis de vérifier partiellement le contenu de la prestation du contrôleur portant sur trois générateurs sur un total de quatorze prévus car le contrôleur a dû interrompre sa prestation.

Il s'agit d'appareils de radiologie médicale conventionnelle fixes.

La prestation de la mission contrôle, sur ce site, s'est déroulée sur une demie journée compte tenu de l'arrêt de la prestation par le contrôleur. La personne compétente en radioprotection était présente à la fois pour les aspects documentaires des dossiers des générateurs contrôlés ainsi que pour la mise en œuvre des ces derniers.

Le contrôleur était présent à l'heure prévue et les contrôles ont pu débiter rapidement.

Les aspects administratifs du suivi des appareils ont été réalisés au fur et à mesure du contrôle technique de ces derniers.

La restitution des observations à la personne compétente en radioprotection a été faite en fin de séance par le contrôleur.

L'ensemble des items de l'arrêté du 21 mai 2010 ont fait l'objet d'un contrôle.

Le contrôleur maîtrise le fonctionnement de son appareil de mesure.

Le contrôleur a été accompagné par la personne compétente en radioprotection pendant l'ensemble de la durée du contrôle.

La prestation de l'intervenant a été jugée **satisfaisante** dans son ensemble.

Cependant, un point fait l'objet de demande de compléments d'information.

A - Actions correctives

- Sans Objet

B - Demandes de compléments d'information :

- **Etalonnage et vérifications**

Points 9.6 à 9.10 annexe 4 de la décision 2010-DC-0191

Bien que l'appareil de mesure utilisé par le contrôleur figure sur la liste du matériel de l'unité de radioprotection de l'APAVE Parisienne, l'attestation de contrôle périodique de son appareil de mesure n'a pu être présentée à l'inspecteur.

B1. Je vous invite à me transmettre une copie de l'attestation de contrôle périodique de l'appareil de mesure utilisé par le contrôleur et de vous assurer que le contrôleur dispose à l'avenir de ce document lors de la réalisation de ses prestations.

C - Observations :

- Sans Objet

Je vous remercie de m'adresser, sous un délai qui n'excédera pas deux mois, une copie du rapport établi suite au contrôle externe supervisé.

Je vous prie de croire, Monsieur le directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

SIGNEE PAR : D.RUEL